



## Résumé de la décision – S. King

### DANS L'AFFAIRE D'UNE PLAINTÉ DÉPOSÉE EN VERTU DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE MESURES DISCIPLINAIRES, DE PLAINTES ET D'APPELS DE CANADA ÉQUESTRE

#### **Anonyme**

Plaignants

et

#### **SARAH KING**

Intimée

Le 15 avril 2024, le gestionnaire indépendant des plaintes de Canada Équestre a reçu cinq plaintes concernant l'intimée (les Plaintes).

Après une enquête et une audience menées et conclues le 17 octobre 2024, une décision sur le bien-fondé des plaintes a été rendue le 21 octobre 2025, suivie d'une décision sur les sanctions le 14 novembre 2025.

Dans sa décision sur le bien-fondé des plaintes, le comité a conclu que l'intimée avait commis des actes contraires aux articles 20 et 22 du Code de Canada Équestre et à l'article 5.2 du Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (CCUMS) de Canada Équestre.

Pour ces infractions, l'intimée a été sanctionnée par une suspension d'un (1) an de toute participation, à quelque titre que ce soit, à tout programme, activité, événement ou concours parrainé, organisé ou supervisé par Canada Équestre. Les licences et les titres de CE de l'intimée seront révoqués pendant cette suspension.

À la suite de la suspension, l'intimée pourra demander de récupérer ses licences et ses titres de Canada Équestre, à condition de satisfaire aux exigences en matière de formation et de révision des politiques, de payer une amende de cinq mille (5 000) dollars à Canada Équestre et de publier des excuses et une rétractation sur Facebook. L'intimée sera en outre tenue de se soumettre à une période probatoire d'un (1) an avec mentorat à l'issue de la suspension.